

ACTION URGENTE

CHINE. UN AVOCAT EST MAINTENU EN DÉTENTION AU SECRET

L'ancien avocat spécialiste des droits humains Ding Jiayi, privé de liberté depuis plus d'un an pour « incitation à la subversion de l'État », est toujours détenu au secret. La période d'enquête, après une troisième prorogation, est maintenant prolongée jusqu'au 19 janvier 2021. Ding Jiayi a été emmené par la police le 26 décembre 2019 après avoir participé à une réunion à Xiamen. Il n'a pas été autorisé à avoir des contacts avec sa famille ni à consulter des avocats de son choix, et il risque toujours de subir des actes de torture et d'autres mauvais traitements.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Directeur du Bureau de la sécurité publique de Linyi

Director Li Dengquan

Linyi Shi Public Security Bureau

7 Shanghai Lu, Lanshan Qu

Linyi Shi, Shandong Sheng, Chine

Monsieur le Directeur,

*Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude pour l'ancien avocat spécialiste des droits humains **Ding Jiayi** (丁家喜). Emmené par la police le 26 décembre 2019, il est en effet détenu au secret depuis plus d'un an. Je constate avec préoccupation qu'une prorogation de la période d'enquête (延长侦查期) a de nouveau été prononcée dans cette affaire, prolongeant cette période jusqu'au 19 janvier 2021, ce qui signifie que Ding Jiayi continuera à être privé de la possibilité d'avoir des contacts avec sa famille et de consulter des avocats de son choix.*

Incarcéré dans le Centre de détention du canton de Linyi, Ding Jiayi a été inculpé d'« incitation à la subversion de l'État » (煽动颠覆国家政权罪) pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'association en participant à une réunion informelle à Xiamen le 26 décembre 2019.

L'arrestation de Ding Jiayi et d'autres défenseurs des droits humains ayant pris part à la réunion de Xiamen est contraire au droit international relatif aux droits humains et aux normes en la matière, notamment aux droits à la liberté de la personne et à la liberté d'association. Le 23 mars 2020, des experts des Nations unies en matière de droits humains ont exprimé leur [profonde inquiétude](#) pour Ding Jiayi et deux autres défenseurs des droits humains également arrêtés et détenus au secret après avoir pris part à la réunion de Xiamen. Ces experts ont déploré le fait que les autorités chinoises continuent d'utiliser des dispositions législatives relatives à la sécurité nationale pour viser des défenseurs des droits humains qui se réunissent pacifiquement et uniquement pour exercer leurs droits.

Il est préoccupant que Ding Jiayi continue d'être détenu sans aucun moyen pour sa famille et son avocat de s'assurer de son bon état de santé physique et psychique. Au vu des garanties limitées protégeant les personnes détenues au secret, je crains fortement qu'il ne risque à tout moment de subir des actes de torture ou d'autres mauvais traitements.

En conséquence, je vous prie instamment :

- **de libérer Ding Jiayi immédiatement et sans condition, à moins qu'il n'existe des éléments crédibles, suffisants et recevables indiquant qu'il pourrait avoir commis une infraction reconnue par le droit international et qu'il ne soit jugé dans le cadre d'un procès respectant les normes internationales d'équité ;**
- **de veiller à ce que, dans l'attente de sa libération, Ding Jiayi puisse avoir des contacts réguliers et sans restriction avec sa famille et les avocats de son choix et à ce qu'il ne soit pas soumis à des actes de torture ni à d'autres mauvais traitements ;**
- **de cesser de harceler et d'arrêter les défenseurs des droits humains qui exercent pacifiquement leur droit à la liberté d'association et d'autres droits fondamentaux.**

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Ding Jiayi, Dai Zhenya et Zhang Zhongshun comptaient parmi plusieurs dizaines d'avocats et de militants qui se sont réunis lors d'une rencontre non officielle à Xiamen, une ville de la côte sud-est de la Chine, en décembre 2019. Beaucoup de personnes présentes à ce rassemblement privé avaient participé activement au Mouvement des nouveaux citoyens, un réseau informel de militants qui cherchaient à promouvoir la transparence au sein du gouvernement et à révéler les actes de corruption au début des années 2010. Lors de la réunion de Xiamen, elles ont discuté de la situation de la société civile et de l'actualité en Chine. Depuis le 26 décembre 2019, la police à travers le pays a convoqué ou placé en détention diverses personnes ayant participé à cette réunion.

Dai Zhenya et Zhang Zhongshun ont été libérés sous caution le 18 juin 2020. Le 19 juin, les proches de Ding Jiayi ont reçu un courrier de la police de Linyi (province du Shandong) confirmant qu'il avait officiellement été arrêté pour « incitation à la subversion de l'État ». On pense que Ding Jiayi est toujours incarcéré dans le Centre de détention du canton de Linyi.

En mars 2020, des experts des Nations unies en matière de droits humains ont [exprimé leur profonde préoccupation](#) face à la « disparition » de Ding Jiayi, Dai Zhenya et Zhang Zhongshun.

En vertu du Code chinois de procédure pénale, un suspect peut être détenu aux fins de l'enquête pendant une période maximale de deux mois. Cependant, si l'enquête ne peut être achevée dans ce délai, plusieurs prorogations de la période d'enquête peuvent être accordées après validation par les autorités compétentes. La législation ne précise pas le nombre de prorogations autorisées.

Dans le cas de Ding Jiayi, il s'agit de la troisième prolongation de la période d'enquête.

En vertu du Code chinois de procédure pénale, un détenu a droit à un avocat pendant la période d'enquête, même s'il est inculpé de charges liées à la sécurité nationale. Cependant, la possibilité de consulter un avocat doit être approuvée par les autorités en charge de l'enquête dans les affaires liées à la sécurité nationale, et cet accord est rarement octroyé dans ces affaires.

Ding Jiayi est un ancien avocat établi à Pékin qui est spécialisé dans la défense des droits humains et faisait partie des membres les plus actifs du Mouvement des nouveaux citoyens. Il s'est notamment mobilisé pour les droits des enfants des travailleurs migrants et pour plus de transparence au sein des pouvoirs publics. En 2014, il a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement pour « organisation d'un rassemblement dans le but de troubler l'ordre public ». En 2018, on lui a refusé l'accès à un avion en partance pour les États-Unis, où vivent sa femme et sa fille. En 2019, les autorités l'ont empêché de se rendre à Hong Kong, sous prétexte qu'il « pourrait menacer la sécurité et l'intérêt de la Nation ».

Xu Zhiyong, un éminent juriste et défenseur des droits humains qui a participé à la réunion de Xiamen, est lui aussi maintenu en détention par les autorités. Le parquet populaire de la province de Shandong a également prolongé la période d'enquête jusqu'au 19 janvier 2021 dans son cas. Tout comme Ding Jiayi, Xu Zhiyong n'est pas autorisé à avoir des contacts avec ses proches ni à consulter les avocats de son choix.

Depuis la vague de répression à l'encontre des avocats et des militants en 2015, les autorités chinoises ont systématiquement recours à des accusations ayant trait à la sécurité nationale dont les dispositions sont formulées en termes vagues, telles que « subversion de l'État » et « incitation à la subversion de l'État », pour poursuivre des avocats, des universitaires, des journalistes, des militants et des employés d'ONG.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : anglais ou chinois

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 9 février 2021.

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

NOM ET PRONOM À UTILISER : Ding Jiayi (il)

LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa17/2645/2020/fr/>

<https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/2645/2020/en/>